

Direction départementale
de la cohésion sociale
et de la protection des populations
Service environnement et nature

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

REGULARISANT LA PRESENCE D'UN ATELIER DE REPARATION DANS LA CARRIERE EXPLOITEE PAR LA SOCIETE STAR
SITUEE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MARGON
- N°ICPE : 2608

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le code minier ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 août 2001 autorisant la régularisation et la poursuite de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires et régularisant l'exploitation d'une installation de premier traitement des matériaux par la Société STAR sur le territoire de la commune de Margon ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 avril 2001 approuvant le plan de prévention des risques naturels prévisibles sur les communes de Nogent le Rotrou et Margon ;

Vu la demande de régularisation de l'atelier de réparation présent dans le périmètre autorisé par l'arrêté préfectoral visé ci-dessus déposée par la Société STAR par courrier du 14 octobre 2010 complétée les 21 septembre 2012 et 4 février 2013 ;

Vu le dossier joint à la demande susvisée et notamment les permis de construire délivrés les 20 septembre 1988 (PC2368800009) et 10 août 2005 (PC2823605NG013) ;

Vu l'avis de la DDT du 4 janvier 2013 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 février 2013 ;

Vu l'avis émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – formation Carrières – du 22 mai 2013 ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite au directeur de la Société STAR, qui n'a formulé aucune remarque dans le délai imparti ;

Considérant les dispositions prises par l'exploitant pour limiter les impacts liés aux modifications présentées ;

Considérant que les modifications présentées ne constituent pas des modifications substantielles ;

Considérant que les modifications présentées doivent faire l'objet de prescriptions complémentaires en vertu de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation dans le délai imparti ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

ARTICLE 1

La SAS STAR - dont le siège social est situé route de Craon à Renazé (53800) - est tenue de respecter les dispositions suivantes modifiant l'arrêté préfectoral du 30 août 2001 autorisant la régularisation et la poursuite de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires et la régularisation d'une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Margon.

ARTICLE 2

Le premier alinéa de l'article 6.4.1.1 « Prévention des pollutions accidentelles » de l'arrêté préfectoral du 30 août 2001 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Un atelier d'entretien et de réparation des engins est présent sur les parcelles n°37 à 40 section AB. Dans cet atelier, la cuve enterrée permettant le stockage des huiles usagées avant leur élimination est à double paroi. Elle est ancrée dans une fosse béton, sur laquelle repose une plaque métallique constituée d'un joint étanche. L'étanchéité de ce joint placé entre la plaque et le cadre supérieur de la fosse est contrôlé à chaque déplacement de la plaque. Chaque contrôle est consigné dans un registre spécifique. La cuve est équipée d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu. Chaque contrôle du niveau d'huile est consigné dans un registre spécifique.

Dès l'annonce d'une alerte de crue de l'Huisne au niveau de la commune de Margon, l'exploitant met en place un batardeau aux jointures étanchéifiées à chaque ouverture de l'atelier après avoir déplacés à l'intérieur de l'atelier les déchets habituellement stockés à l'extérieur. La hauteur des batardeaux est d'au moins 47cm.

Les eaux issues de la plate forme de lavage des engins sont collectées et traitées via un débourbeur déshuileur puis rejoignent le réseau d'eaux pluviales. Les eaux rejetées respectent les teneurs limites prévues à l'article 6.4.1.3. L'émissaire de rejet des eaux pluviales est équipé d'un canal de mesure et d'un dispositif de prélèvement. Le débourbeur est équipé d'un dispositif d'alarme permettant de signaler l'engorgement du dispositif. Une vanne de coupure permettant de confiner les eaux est présent en sortie du débourbeur. Cette vanne est actionnée lors de l'annonce d'une alerte de crue de l'Huisne au niveau de la commune de Margon.»

Article 3 – APPLICATION

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa notification.

ARTICLE 4 – VOIE ET DELAIS DE RECOURS

A – Recours administratif

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – CS 70527 – 28019 CHARTRES Cedex.

- un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex :

- 1) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Copies en seront adressées au Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Centre, au Maire de la commune de Margon.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais de l'exploitant, inséré par les soins du Préfet, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le même extrait sera affiché par l'exploitant dans son établissement.

ARTICLE 6 - SANCTIONS

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 – EXECUTION

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de Margon, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRES, le 5 juin 2013

POUR COPIE CONFORME

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Jean-Paul VICAT

